

# Echec de la médiation de Kouchner au Rwanda

Reuters, 14 mai 1994

NAIROBI, 14 mai, Reuter - Bernard Kouchner, ancien ministre français à l'Action humanitaire, a déclaré samedi qu'il n'avait pas pu obtenir des belligérants rwandais l'autorisation d'évacuer 360 civils bloqués à Kigali.

Il précisé dans un entretien téléphonique avec Reuter que la situation au Rwanda avait atteint son paroxysme et que seule une intervention étrangère pourrait sauver les rescapés de cinq semaines de massacres.

Bernard Kouchner, qui a rencontré samedi des officiers de l'armée gouvernementale ainsi que les responsables du Front patriotique rwandais (FPR), a déclaré que les deux parties avaient fait preuve de diplomatie lors des entretiens. "Ils ont dit oui de façon symbolique à un ancien ministre français. Mais je sais qu'aucun d'eux n'était sérieux," a-t-il commenté.

"Personne ne contrôle la ville. Des miliciens parcourent la ville, ivres et ayant perdu toute raison. Ils sont prêts à tuer dès qu'ils trouvent une victime" a-t-il déclaré.

Les Nations-Unies étaient prêtes à évacuer la population mais ont dû y renoncer en raison de la reprise des combats entre l'armée gouvernementale, regroupant les partisans du président assassiné Juvénal Habyarimana, et les rebelles du FPR. Abdul Kabia, porte-parole de la Mission d'assistance des Nations-Unies au Rwanda (MINUAR), a réaffirmé que cette mission était prête à l'évacuation mais "qu'elle avait besoin de garanties".

Un rapport présenté mardi au Conseil de sécurité de l'Onu recommandait l'envoi d'au moins 5.500 casques bleus au Rwanda pour y soutenir les opérations d'aide aux populations chassées par la guerre civile qui fait rage depuis plus d'un mois. Un vote devrait avoir lieu mardi.

— Tutsis traqués par les miliciens —

Les agences humanitaires estiment à 500.000 le nombre de personnes tuées depuis le début des affrontements le 6 avril.

"Les individus sont à présent la cible des assassinats" a déclaré Alexis Briquet de l'association suisse Terre des hommes. "Il y a eu un génocide mais il est à présent terminé".

L'ouest du pays est officiellement sous contrôle du gouvernement intérimaire hutu qui contrôle en fait peu de chose.

Dans le reste du territoire, les troupes, les miliciens et la foule pourchassent ceux qui ont échappé aux massacres.

A cinq km au sud de Murambi, plus de 1.000 réfugiés sont entassés dans un camp entouré de fils barbelés dans un ancien séminaire catholique. “Nous sommes prisonniers ici. Nous sommes tous des Tutsis”, a dit un jeune réfugié à Reuter. Les entrées sont gardées par des forces paramilitaires et des miliciens en civil, armés de fusils, de grenades et de machettes rôdent près du camp.

Les soldats attrapent parfois des réfugiés dans le camp ou alentour et tuent tous ceux suspectés d’être Tutsis, ont déclaré des réfugiés. “Ils viennent sans cesse et nous ne pouvons les arrêter. Hier ils ont emmené dix personnes dans ce bâtiment où les miliciens les ont tuées.”, a déclaré un jeune homme.

Sur la route au sud de Kabgayi, des journalistes ont vu un soldat plaquer un homme au sol avec son fusil tandis qu’accourait un foule brandissant machettes couteaux et barres de fer. /CDQ

(c) Reuters Limited 1994